



08 février 2012

Mes propositions pour l'enseignement primaire et secondaire

Par Christophe RICERCHÉ

L' école de la bourgeoisie

Depuis qu'elle existe dans notre pays, l'Ecole publique est celle que la bourgeoisie a voulue. Elle existe pour répondre à ses besoins, pour former l'ensemble de la jeunesse à l'idée que le capitalisme est l'aboutissement de la société humaine. Elle n'a jamais constitué autre chose qu'une formidable machine de reproduction sociale justifiée auprès des opprimés par le fait qu'elle permettrait à quelques-uns, triés sur le volet, une promotion sociale qu'elle laissait espérer aux autres.

Une réorganisation en profondeur du système

Dès les années 90, l'école était visée par la privatisation des services publics, au même titre que la Poste, les télécommunications, l'industrie, l'énergie, les transports ou l'hôpital. Certains s'aperçurent que l'on pouvait réaliser des profits non négligeables en vendant de la formation. Depuis 2005, les études de l'OCDE montrent régulièrement que les besoins des pays impérialistes européens sont majoritairement des emplois peu ou pas qualifiés. L'embryon de l'école publique destiné à subsister a pour mission de former à minima ces salariés-là, quant aux autres, ils chercheront leur formation sur le marché florissant de l'enseignement privé.

La casse du service public passe par les suppressions de postes.

Etudions le déroulement de cette casse du service public, commençons par celle des moyens. C'est le Ministre socialiste Claude Allègre, de sinistre mémoire, qui lança en grand les opérations de suppressions de postes. Mais avec les prouesses de l'actuel gouvernement, il est largement dépassé. L'objectif de supprimer 80.000 postes dans l'éducation nationale en dit plus long que n'importe quel discours. Derrière ces chiffres, il y a tout un drame humain, des élèves qui s'entassent dans les classes, des plus jeunes qui n'ont pas accès à l'école maternelle, des enseignants qui réduisent leurs exigences, une quantité de travail à la maison qui explose puisque l'on n'a plus le temps en classe, les dispositifs d'aide à la difficulté rangés comme des souvenirs, des enseignants du secondaire fortement incités à accomplir les missions des surveillants lesquels fondent comme neige au soleil ; plus généralement des conditions de travail de plus en plus pénibles pour les enseignants, qui, forcément rejaillissent sur les élèves. D'ailleurs ces mesures s'accompagnent

d'un autoritarisme accru de la hiérarchie, particulièrement dans le premier-degré et d'une autonomie grandissante des établissements du secondaire.

Le livret personnel de compétence

La compétence est un savoir-faire, une capacité à produire des savoirs. Ce n'est absolument pas cette notion là que les idéologues au pouvoir tentent de nous faire appliquer. Avec ce livret, il s'agit de ficher les élèves et de les suivre au millimètre. Les employeurs pourront recruter rien qu'en le consultant. C'est la possibilité de « faire son marché » en dénichant celui ou celle qui possède les seules compétences atomisées dont on a besoin.

Voilà les enseignants destinés à être des robots, des rouages évaluant en permanence des compétences, sans jamais avoir la maîtrise de cette évaluation... Des répétiteurs bien obéissants, voilà ce qu'ils pourraient devenir avec cette école du socle.

La réforme des lycées

Nous sommes dans une phase de transition. Dans l'immédiat, ce sont les conséquences des réformes du lycée et des suppressions de postes que nous mesurons. Les élèves se trouvent enfermés dans une filière très tôt. Que peut choisir un élève de seconde ? Rien ou presque. Pour le commun des lycées, on tape à la hache dans toutes les matières. Selon le modèle introduit en 2000 par le Ministre d'alors, Mélenchon, dans les lycées professionnels, on spécialise. Tel lycée accueille telle formation, cela accentue encore la différence entre lycées d'élite et lycées poubelles. La « libération » de la carte scolaire ajoute à la discrimination, car elle se fait en réalité au détriment des enfants des classes populaires qui passent les derniers au moment du choix : ils échouent là où il y a de la place, ou pas trop loin de chez eux, en tout cas dans une filière qui ne faisait pas partie de leur vœux.

L'avenir des lycées professionnels

Désormais les BEP sont supprimés et le parcours du bac pro se fait en trois ans. Comme pour celle du lycée général et technologique, la réforme a permis la mise à mort de certaines filières. Le ministère a réactivé les CAP. Une bonne majorité des élèves n'est pas dans la filière qu'il ou elle avait désirée, souvent parce que l'offre de places est trop restreinte. Il n'est pas rare, dans un même établissement de voir le nombre d'élèves divisés par deux entre la seconde et la première. Les suppressions d'heures d'enseignement sont ainsi facilitées. Le but est la suppression du secteur d'enseignement professionnel public. Une menace désormais claire pèse sur les professeurs de lycées professionnels. Sarkozy comme Hollande veulent les transférer aux régions. Une des conséquences pourrait être l'introduction de l'alternance en terminale bac pro, dans le cursus public. Ainsi le lycée public s'occuperait d'encadrer l'alternance, à moindre frais pour les capitalistes.

Le collège du futur

L'une des dernières pierres de l'édifice de changement radical devrait être la réforme du collège. Il s'agit de constituer une entité scolaire (1^{er} degré et collège) qui serait une fin en soi et aussi d'en finir avec le collège unique. Au programme, écrémage à tous les étages et le lycée pour ceux qui restent.

En ce qui concerne l'évaluation des enseignants, l'inspection individuelle vit ses derniers jours et sera remplacée par un entretien tri annuel avec le supérieur hiérarchique direct. L'entretien professionnel porterait essentiellement sur la

capacité des enseignants à faire progresser les élèves dans les sacro-saintes compétences du ministère. Il s'agit comme dans le reste de la fonction publique, d'individualiser au maximum les rapports hiérarchiques, de poursuivre sur ce plan la « privatisation » des fonctionnaires.

Mes propositions

L'école telle qu'elle existe, de la maternelle au baccalauréat et telle que les pouvoirs au service du capital la transforme ne saurait convenir à une société de progrès au service du peuple. Il faut donc la changer de fond en comble et lui donner les moyens. Mais immédiatement un certain nombre de mesures pourraient arrêter la casse :

- *d'abord stopper l'hémorragie en restituant tous les postes supprimés depuis dix ans, ce qui, si l'on intègre celles prévues pour 2012/2013, devraient se monter à 100.000

- *créer des postes, permettant ainsi le retour à des moyens importants pour l'éducation prioritaire, pour apporter l'aide nécessaire à tous les élèves.

- *la remise à plat de tous les programmes

- *l'annulation de toutes les mesures d'autonomie des établissements et en particulier, dans le secondaire, la suppression de la dotation horaire globale des établissements et le retour à des horaires nationaux pas matière et par classe

- *la suppression de tout ce qui touche au socle commun : évaluation, livret personnel de compétence etc...

- *l'annulation de la réforme des lycées, le retour au bac pro en quatre ans.

- *l'instauration d'un tronc commun jusqu'à la terminale pour tous les élèves en incluant des matières professionnelles et technologiques.

www.sitecommunistes.org